

Emploi

L'« embellie » dans l'impasse

Michel Husson, *Rouge* n° 2249, 24 avril 2008

<http://orta.dynalias.org/archivesrouge/article-rouge?id=7917>



Le gouvernement se félicite de la situation sur le front de l'emploi : fortes créations d'emplois et baisse du chômage. Ce constat pose deux questions : d'où vient cette « embellie », et qu'attendre de 2008 ?

Entre septembre 2006 et septembre 2007, 312 000 emplois ont été créés dans le secteur concurrentiel, soit une progression de 1,8 %. Or, dans le même temps, le PIB a augmenté d'à peine un peu plus. Cela veut dire que la différence entre les deux, la productivité du travail, a cessé de progresser. Depuis deux ans environ, on observe ainsi un ralentissement progressif de la productivité, qui est une particularité de la France. Les autres pays européens créent à peu près autant d'emplois, mais pour une croissance supérieure d'environ un point.



Tout se passe comme si les patrons avaient anticipé une reprise de l'activité ou réagissaient avec retard à des indicateurs de moins en moins favorables. Une partie de l'explication provient de l'investissement : le taux d'utilisation des capacités atteint un niveau élevé, et il conduit à une reprise de l'investissement et, accessoirement, à l'embauche de cadres. Mais cette première piste est partielle et évidemment peu durable compte tenu du retournement de conjoncture.

L'examen de la structure des emplois confirme le mouvement de fractionnement du salariat. L'emploi augmente par les deux bouts : emplois précaires d'un côté, emplois « high-tech » de l'autre. Sur 100 emplois créés au cours des douze derniers mois, 21 l'ont été dans la construction, qui connaît un véritable boom ; 29 dans les services aux entreprises (conseil et assistance, avec une forte progression de l'intérim) et 31 dans les services aux particuliers. Mais cette dernière catégorie ne se réduit pas aux services à la personne, puisqu'elle inclut aussi le tourisme, les loisirs ainsi que les hôtels, cafés et restaurants. On ne voit pas non plus de mouvement à la hausse du temps partiel. Les données dont on dispose ne permettent donc pas de déceler une accélération de la précarisation, qui suffirait à rendre compte de ces créations massives d'emplois. Cette deuxième piste d'explication doit donc être complétée par une troisième.

Culot

Il faut ici prendre un peu de recul et souligner un autre phénomène troublant, en distinguant trois phases dans l'évolution des dix dernières années. La première est celle de la mise en place des 35 heures : entre 1998 et 2001, ce sont environ 1,6 million d'emplois qui ont été créés dans le secteur privé. Certes, la croissance était alors plus soutenue (3,1 % par an). Mais l'important est de constater que la productivité par tête n'avait pratiquement pas augmenté au cours de cette période (0,4 % par an).

Vient ensuite une phase de rattrapage : après le retour de la droite, les patrons cherchent à « éponger » les créations d'emplois dues aux 35 heures. Ils y sont aidés par diverses « réformes » du marché du travail. Entre 2002 et 2005, les gains de productivité repartent alors au rythme de 1,8 % par an. Comme la croissance a ralenti à 1,9 % par an, il n'y a pratiquement plus de créations d'emplois (0,1 % par an).

Mais la capacité des patrons à intensifier le travail s'est progressivement épuisée. Alors que la croissance se rétablit quelque peu depuis 2005 (2,4 % par an), la productivité ralentit (1,2 % par an) et les créations d'emplois repartent à un rythme plus soutenu (1,1 % par an). Il faut souligner que ces moyennes cachent un ralentissement continu du rythme de progression de la productivité du travail, qui passe, au cours des deux dernières années, de 2 % par an à pratiquement 0. Pour aller vite, le patronat a bloqué l'emploi à partir de 2002, mais il a fini par être obligé d'embaucher, faute de pouvoir intensifier le travail indéfiniment.

Depuis le retour de la droite au pouvoir – entre 2002 et 2007 –, on n'aura créé que 103 000 emplois par an en moyenne, soit 3,5 fois moins que la gauche entre 1997 et 2002 (360 000 emplois chaque année). Même mal appliquée, la réduction du temps de travail n'était peut-être pas, après tout, une si mauvaise idée.

Il faut donc du culot à la droite pour affirmer que le chômage n'a jamais été aussi bas depuis 25 ans. Par symétrie avec l'évolution de l'emploi, le taux de chômage a suivi une courbe en cloche : il a augmenté à l'arrivée de la droite pour redescendre ensuite. Même en utilisant les statistiques officielles de l'Insee, on constate que la situation n'a fait que revenir à celle que la droite avait trouvée à son arrivée en 2002 : le taux de chômage est aujourd'hui de 7,5 % au lieu de 7,7 % (au sens du Bureau international du travail) et le nombre officiel de chômeurs est resté à peu près le même (2,1 millions). Si l'on prend en compte la campagne de radiation, menée notamment en 2006, on est juste revenu à la case départ de 2002.

Sombres perspectives

L'interprétation qui précède conduit à un pronostic très alarmant pour l'évolution de l'emploi en 2008. Plusieurs facteurs vont se combiner. Il y a, bien entendu, le ralentissement de la croissance, qui n'est jamais favorable à l'évolution conjoncturelle de l'emploi. Mais les patrons vont aussi chercher à restaurer les gains de productivité perdus ces deux dernières années, en licenciant ou en cessant d'embaucher. Il se trouve que le gouvernement a pris des mesures qui vont les y aider : la défiscalisation des heures supplémentaires et la possibilité de racheter les journées de RTT ont pour effet de rendre indolore l'allongement de la durée du travail par rapport aux heures « normales ». Faible croissance, retard de productivité à combler et incitations à l'allongement du temps de travail vont avoir un effet désastreux sur l'emploi. C'est pourquoi des prévisions comme celles de l'Unedic – qui table sur 180 000 créations d'emplois en 2008 pour une croissance de 1,6 % – sont absurdes. Pour une croissance de 2,6 % (!), l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) n'en prévoyait que 120 000.

Les gains minimes de pouvoir d'achat ou le déblocage de l'épargne salariale ne suffiront pas à compenser la stagnation de l'emploi et le gel des salaires. Le ralentissement de la consommation des salariés va venir plomber un peu plus l'activité, et le gouvernement va rapidement se trouver devant une contradiction insoluble. S'il relance l'économie par un supplément de dépenses publiques, le déficit budgétaire risque alors de friser les fameux 3 % et ses projets de réduction des frais de fonctionnement de l'État ne peuvent avoir un effet immédiat. Sarkozy arriverait alors en position difficile à la présidence de l'Union européenne. Il devrait aussi renoncer à reporter sur le consommateur une partie du financement de la protection sociale, via une TVA « sociale » ou autre. Mais si le gouvernement ne fait rien, le retour du chômage et le recul du pouvoir d'achat conduiraient ce pays au bord d'une grave crise sociale. Ce gouvernement est décidément dans l'impasse, et il aura bien du mal à reprendre le cours de ses « réformes » après la débâcle des municipales.